ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Pour la fin du soutien français au putschiste argentin Gerard Morales

Question écrite n° 9970

Texte de la question

M. Hadrien Clouet attire l'attention de Mme la ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur le soutien qu'apporte la France au gouverneur argentin Gerardo Morales, responsable de violations de l'État de droit et soutien ouvert d'actions criminelles. Cet homme a mis la province argentine de Jujuy en coupes réglées. Pour ce faire, il a engagé une campagne de persécution systématique de son opposition politique et des peuples autochtones, qui culmine avec l'adoption putschiste d'une nouvelle Constitution. Ses forces de police ou paramilitaires ont violemment réprimé les expressions de contestation populaire, concernant les rémunérations des enseignants ou les projets extractivistes en gestation. Nombre de responsables syndicaux et politiques sont blessés, interpellés, arrêtés, voire portés disparus entre les mains des organes de répression provinciaux. Des libérations ont eu lieu fin juin 2023, montrant des détenus brutalisés et extrêmement affaiblis. L'auto-organisation économique des populations autochtones est également niée et démantelée par le gouverneur. Il en va ainsi de l'organisation Tupac Amaru, dont les dispensaires et les coopératives sont disloqués par le pouvoir régional. La politique répressive culmine dans la rédaction d'une nouvelle Constitution provinciale restreignant étroitement les libertés publiques, comme le droit d'expression et de manifestation. Sa modification n'a pas respecté les voies légales, sans débat, ignorant les peuples autochtones. Quant à la situation globale de la région, elle a attiré l'attention inquiète de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme, du bureau des droits de l'Homme de l'ONU en Argentine. Sans même évoquer ici les tentatives de déstabilisation des pays voisins, à l'instar de la Bolivie où il a activement soutenu le putsch contre le président légitime Evo Morales en 2019. Ce déferlement de violence est étroitement lié aux perspectives d'accumulation capitaliste sur place, *via* les ressources en lithium. Cet « or blanc » est un métal mou utilisé pour fabriquer du verre, de la céramique ou, pour des taux de profit bien supérieurs, des batteries exploitées dans les ordinateurs, téléphones portables, véhicules ou équipements aéronautiques. Il est extrait des lacs salés, au prix d'une ponction gigantesque des ressources en eau. Cette appétence pour le lithium est visible en bourse, avec des variations du prix du simple au décuple d'une année à l'autre. Or la région de Jujuy est au cœur du « triangle mondial » du lithium, qui concerne les trois-quarts des ressources connues. D'où les convoitises de la part du capital transnational, des puissances impérialistes et de la bourgeoisie *compradore* locale, qui ont trouvé dans Gerardo Morales leur agent actif. Plus étonnant, la mansuétude, voire le soutien diplomatique que lui apporte la France. Pressenti comme candidat à la vice-présidence pour la droite argentine pro-étasunienne aux prochaines élections présidentielles, il bénéficie d'un affichage public régulier aux côtés de l'ambassadrice française. Cela lui facilite par exemple l'inscription dans les programmes de l'Agence française de développement. Aussi M. le député interroge-t-il la ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur le positionnement de la France à l'égard de cette explosion de violence. Quand Mme la ministre condamnera-t-elle publiquement la répression en cours ? Quel soutien apporte la diplomatie française aux victimes de persécution politique, à l'instar de Milagro Sala, détenue arbitrairement depuis 2016 en raison de ses opinions après une tentative d'assassinat, ou de l'organisation Tupac Amaru ? Par ailleurs, M. le député réprouve vivement l'engagement de la France en Argentine aux côtés d'un gouverneur comme Gerardo Morales. Pourquoi l'ambassadrice de France salue-t-elle l'action d'un gouverneur violent, responsable d'actes de cruauté, d'abus de pouvoir, de menées séditieuses en Bolivie et hostile au gouvernement fédéral légitime argentin ? Enfin, il lui demande quand ce gouverneur sera exclu de la coopération française.

Texte de la réponse

La province de Jujuy a été le théâtre de violences dans le cadre des manifestations contre la réforme de la Constitution provinciale promue par le Gouverneur Gerardo Morales. Si nous regrettons ces violences, il ne nous appartient pas de commenter les choix constitutionnels effectués dans un cadre démocratique par une province d'un Etat étranger. Or M. Morales a été démocratiquement élu et cette réforme constitutionnelle bénéficie d'une forte légitimité politique ayant été adoptée à l'unanimité des membres présents de l'assemblée provinciale, avec un soutien politique transpartisan, y compris de l'opposition provinciale. La diplomatie française suit avec attention les problématiques sociales et la question de l'accès aux droits des populations autochtones, dans le respect de la souveraineté des Etats. Par ailleurs, les projets mis en œuvre par l'Agence française de développement (AFD) portent sur des coopérations qui entrent dans le champ des priorités de la politique étrangère française et visent à accompagner le développement des pays partenaires dans une perspective de croissance verte et solidaire.

Données clés

Auteur : M. Hadrien Clouet
Circonscription : Haute-Garonne (1re circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 9970
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères
Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 11 juillet 2023, page 6338
Réponse publiée au JO le : 12 décembre 2023, page 11189